

Bamako : un Belge tué et un autre disparu

«Je suis préoccupé par le fait que ces attaques se tiennent à un moment où des progrès importants sont constatés dans le processus de paix»

Ban KI MOON

La prise d'otages à l'hôtel Radisson de Bamako s'est terminée vendredi en fin d'après-midi. Le bilan est lourd : au moins 27 morts, dont un Belge. Et on est sans nouvelles d'un autre concitoyen.

Le bilan est lourd. Très lourd. Il aurait pu l'être encore plus puisque 170 personnes (140 clients et 30 employés) se trouvaient à l'hôtel Radisson Blu de Bamako. L'intervention conjointe de forces maliennes et étrangères – notamment françaises, venues du Mali, et de Ouagadougou, au Burkina Faso voisin – a mis fin, au bout de neuf heures interminables, à la prise d'otages. L'attaque a fait, selon des sources de sécurité maliennes «*au moins vingt-sept morts parmi les otages*» et plus de 350 blessés.

En Belgique, une certaine confusion régnait encore hier soir quant au nombre de Belges présents sur place. Alors que l'on avait évoqué toute la journée la présence de quatre Belges sur place, le ministre des Affaires étrangères Didier Reynders a précisé au micro de RTL TVI que «*quatre Belges qui étaient dans l'hôtel sont maintenant sains et saufs et puis nous avons malheureusement deux Belges dont nous n'avons pas de signe de vie.*»

Parmi ces deux Belges manquants figure Geoffrey Dieu-donné, un citoyen de Saint-Ghislain qui se trouvait en mission au Mali pour le compte de la Fédération Wallonie-Bruxelles et dont la mort a été annoncée par les autorités de la Fédération (lire par ailleurs). Au moins trois terroristes ont été abattus.

Voiture avec des plaques

diplomatiques

Une semaine exactement après les sanglants attentats de Paris, l'attaque du Radisson Blu, prisé de la clientèle internationale, a débuté vendredi autour de 8 heures de notre heure. Les assaillants sont entrés dans l'enceinte de l'hôtel au même moment qu'une voiture munie d'une plaque diplomatique, selon le ministère.

Outre les six Belges, on dénombrait des étrangers d'au moins 14 nationalités, selon le ministère de la Sécurité intérieure et les autorités ou employeurs des pays concernés : Algériens, Allemands, Belges, Canadiens, Chinois, Ivoiriens, Espagnols, Américains, Français, Russes, Sénégalais, et Turcs.

Air France, qui a annulé tous ses vols à partir et à destination de Bamako, faisait état de 12 employés logés dans l'établissement et mis «*en lieu sûr*». Le ministère malien de la Sécurité évoquait quant à lui

15 «*citoyens français*» libérés, sans plus de précisions.

Au fil de la journée, 78 personnes seront libérées.

En fin de journée, le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a dé-

claré que «*l'Algérien Mokhtar Belmokhtar, chef du groupe djihadiste Al-Mourabitoune, fidèle à Al-Qaïda, était sans doute à l'origine de l'attaque.*» Le groupe jihadiste Al-Mourabitoune a revendiqué la prise d'otages

Les attaques djihadistes s'étendent

Le nord du Mali est tombé en mars-avril 2012 sous la coupe de groupes djihadistes liés à Al-Qaïda : ils en ont été en grande partie chassés à la suite du lancement en janvier 2013, à l'initiative de la France, d'une intervention militaire internationale.

Mais des zones entières échappent encore au contrôle des forces maliennes et étrangères, et des attaques djihadistes se sont étendues depuis le début de l'année vers le centre, puis le sud du pays.

Dans un enregistrement remontant à octobre et récemment authentifié, le chef du groupe jihadiste Ansar Dine, allié d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), Iyad Ag Ghaly, dénonçait l'accord de paix signé en mai-juin entre le camp gouvernemental et la rébellion et appelait à frapper «*la France croisée*». ■

Quatre Belges sont sains et saufs et puis nous avons deux Belges dont nous n'avons pas de signe de vie.»



Geoffrey Dieudonné, un gars adorable et jovial

La dernière photo de profil sur Facebook, Geoffrey Dieudonné, un habitant de Saint-Ghislain près de Mons, l'avait choisie le 14 novembre. C'était le drapeau français barré d'un bandeau noir et flanqué de la date dramatique du 13 novembre.

Deux jours plus tard, il s'envolait pour Bamako.

Geoffrey était fonctionnaire à la fédération Wallonie-Bruxelles où il travaillait depuis 15 ans. C'était son premier job au sortir de sa licence en science politique de l'ULB.

Il avait gravi les échelons pour devenir premier conseiller de direction.

Il travaillait à la direction générale s'occupant des travaux législatifs. Et c'est dans ce cadre qu'il était parti au Mali : il représentait le Parlement de la Fédération dans le cadre d'une formation aux fonctionnaires parlementaires maliens. Une réunion organisée sous l'égide de l'assemblée parlementaire de la Francophonie.

« On est complètement atterré », explique un de ses collègues.

« Vous savez, au Parlement, on est que 110, alors forcément, tout le monde se connaît. Tout le monde est en pleurs ».

Geoffrey est décrit comme un gars adorable.

« Dans son boulot, il était super rigoureux. En dehors, c'était quelqu'un d'adorable, de jovial, qui avait beaucoup d'humour. On prenait du plaisir à travailler avec lui. »

Le ministre président de la Fédération, Rudy Demotte, et le président du Parlement lui ont rendu hommage, hier, dans un communiqué.

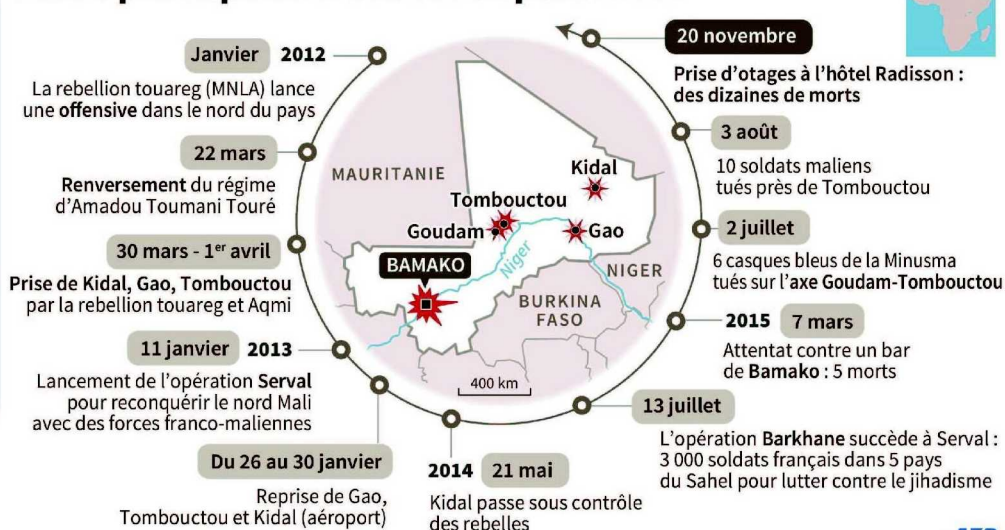
« Une semaine après les attentats de Paris, la barbarie a encore frappé en ôtant lâchement la vie d'innocents. Toutes mes pensées accompagnent les enfants de Geoffrey, sa famille, ses proches et ses collègues du Parlement », a indiqué Rudy Demotte.

La semaine prochaine, lors

des diverses séances au Parlement, des hommages seront rendus à Geoffrey Dieudonné. Il avait deux petits garçons. ■ M. Dum.

Les principaux troubles depuis 2012

Mali : principaux troubles depuis 2012



2012: Les jihadistes occupent le nord du Mali

Janvier : la rébellion touarègue du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) et d'autres rebelles lancent une offensive dans le Nord.

Mars : le régime d'Amadou Toumani Touré est renversé. La rébellion touarègue et les groupes islamistes alliés à Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) prennent le contrôle des capitales des trois régions du Nord.

2013: Opération Serval

Janvier : la France lance l'opération Serval pour stopper la progression des islamistes armés. Le 14 janvier, les djihadistes évacuent les grandes villes du Nord après des bombardements des forces françaises. Fin janvier, les soldats français et maliens

conquièrent le bastion islamiste de Gao (nord-est), avant d'entrer dans Tombouctou. Deux jours plus tard, les forces françaises contrôlent l'aéroport de Kidal (nord-est).

2014: Kidal aux mains de rebelles touareg

Mai : la ville de Kidal tombe sous le contrôle de groupes rebelles touaregs et arabes. Un cessez-le-feu est signé par Bamako et trois groupes armés, dont le MNLA.

Juillet : la force Serval est remplacée par Barkhane, une opération plus large de lutte contre le djihadisme. 3 500 soldats français mobilisés dans cinq pays du Sahel.

2015: Attentat et prise d'otages

Mars : un attentat contre un

bar-restaurant au cœur de Bamako, le premier visant des Occidentaux dans la capitale, fait cinq morts (3 Maliens, 1 Français et 1 Belge). L'attaque est revendiquée par Al-Mourabitoune.

Juillet : 6 Casques bleus burkinabés de la Mission de l'ONU (Minusma) sont tués dans une attaque revendiquée par Aqmi. La Minusma est mandatée pour veiller à l'application de l'accord de paix signé le 15 mai.

août : une dizaine de soldats sont tués dans une attaque contre leur camp dans la région de Tombouctou, revendiquée par Aqmi. Le 7 août, des hommes armés retiennent plusieurs personnes à l'hôtel Byblos de Sévaré, près de Mopti (centre). Ils en seront délogés 24 heures plus tard par les forces maliennes. Au total, 13 morts. ■

«La Belgique ne doit pas réduire sa présence au Sahel»

La France a adressé vendredi une première demande à la Belgique dans le cadre de la requête d'assistance militaire faite par Paris : ne pas réduire son engagement au Sahel.

Le président français François Hollande a invoqué lundi l'article 42.7 des traités européens, prévoyant une clause d'assistance en cas d'agression contre un pays de l'Union européenne – un article qui n'avait jamais été utilisé avant dans l'histoire de l'UE.

Selon l'entourage du ministre de la Défense, Steven Vandeput (N-VA), une demande est parvenue hier de Paris. Elle appelle les pays actifs dans la bande sahélo-saharienne (BSS) à ne pas réduire leurs engagements dans cette région.

La France participe à plusieurs opérations de formation et de conseil de l'UE en Afrique, au Mali et en République centrafricaine notamment, et certains

pays européens pourraient reprendre ce flambeau pour soulager l'armée française.

L'armée belge est déjà présente au Mali avec quelque 80 militaires – actuellement fournis par le bataillon de Chasseurs à Cheval de Heverlee (Louvain) – qui participent à la mission européenne de formation de l'armée malienne. Ils assurent la sécurité des instructeurs européens à l'académie militaire de Koulikoro située à

une cinquantaine de kilomètres de Bamako, la capitale malienne, et accompagnent des convois entre les deux villes.

Steven Vandeput a déjà laissé entendre cette semaine à la Chambre que la Belgique resterait active au Mali. «*Ce que nous faisons pourrait changer, mais nous y restons bien*» au-delà de janvier 2016, date prévue de la fin de la mission au sein de l'EUTM», a précisé vendredi son porte parole. ■